

Baccalauréat Technologique

Session 2018

Histoire-Géographie

**Série : Sciences et Technologies
du Management et de la Gestion**

Durée : 2 heures 30

Coefficient : 2

Les calculatrices ne sont pas autorisées

Le candidat doit répondre à toutes les questions de la 1^{ère} partie.

10 points

Le candidat traitera au choix un seul des quatre exercices de la 2^{nde} partie.

10 points

*Ce sujet comporte 11 pages numérotées de 1/11 à 11/11.
La feuille **Annexe page 11/11** est à rendre avec la copie d'examen.*

PREMIÈRE PARTIE

Questions d'histoire

- 1) Proposez deux dates-clefs ou périodes-clefs de la Guerre froide en Allemagne.
Justifiez vos choix. **(2 points)**
- 2) Citez deux acteurs de la V^e République qui exercent le pouvoir exécutif. **(1 point)**
- 3) Justifiez l'affirmation suivante : « Les nouveaux Etats indépendants issus de la décolonisation doivent faire face à des défis économiques et sociaux ». **(2 points)**

Questions de géographie

- 4) Définissez la notion de « Francophonie ». **(2 points)**
- 5) Dégagez les principales caractéristiques de la puissance des Etats-Unis. **(2 points)**
- 6) Avec un figuré de votre choix, localisez et nommez sur la carte en **annexe p. 11/11** :
 - un pays concentrant de nombreux sièges sociaux de firmes transnationales (FTN) ;
 - un pays accueillant de nombreuses usines travaillant pour les FTN.**(1 point)**

SECONDE PARTIE

Le candidat traitera au choix un seul des quatre exercices.

Exercices portant sur les sujets d'étude du programme d'histoire.

Exercice n°1 / sujet d'étude : Le Moyen-Orient et le pétrole.

Document : Extrait d'une conférence de l'économiste Nicolas Sarkis, « Le Liban et ses ressources pétrolières », 27 juin 2016.

En l'état actuel des choses, il semble bien qu'un potentiel non négligeable d'hydrocarbures pourrait être découvert dans la Zone Economique Exclusive (ZEE) [du Liban] de 22 730 km², dont la majeure partie a été couverte par des relevés sismiques en 2D et 3D réalisés en 2010-2012 par les sociétés PGS et Spectrum, et plus récemment sur le littoral par [la société] NOOS. L'interprétation des données acquises offshore permet de penser qu'il y a de fortes probabilités d'existence d'importantes réserves de pétrole. [...] Les estimations sont de l'ordre de 800 millions de barils. [...]

Mais après avoir suscité un immense intérêt, les perspectives de découverte de pétrole et de gaz naturel se sont éloignées et les moyens pour y parvenir font du surplace depuis près de trois ans. Les raisons de ce retard sont d'ordre externe et interne. Les raisons externes résident dans un différend territorial avec Israël sur la délimitation des frontières maritimes, ainsi que dans la chute brutale des prix du pétrole et du gaz depuis le milieu de 2014, chute qui a considérablement réduit, pour l'immédiat, l'intérêt des sociétés internationales. Quant aux facteurs internes, ils portent sur les rivalités et les tractations politiques, aggravées par les critiques qui ont abouti à la non-approbation de deux projets d'application indispensables à l'amorce de négociations et à la conclusion d'accords exploration/production avec les sociétés internationales capables d'investir et d'extraire des hydrocarbures sous des profondeurs d'eau allant jusqu'à 1 500-2 000 mètres. [...]

L'inexistence jusqu'ici au Liban d'une société pétrolière nationale et la nécessité évoquée épisodiquement de création d'une telle société sont très révélateurs de l'absence d'une politique énergétique nationale tant soit peu claire, ainsi que de la faiblesse du pouvoir politique face à certains intérêts privés. [...] Au Liban, les arguments généralement évoqués contre l'établissement rapide d'une telle société sont les craintes de mauvaise gouvernance et de corruption, les rivalités claniques et intercommunautaires, l'insuffisance de cadres nationaux ou de ressources financières. [...]

Quels qu'en soient les prétextes, ceux qui invoquent ce genre d'arguments semblent oublier que les sociétés Saudi Aramco, ADNOC, NIOC, Sonatrach, ENI, Total, Statoil, OMV et autres NOCs¹ dans le monde ne sont pas de simples distributeurs de produits pétroliers. Leur champ d'action ne se limite évidemment pas à l'exploration/production, mais s'étend de l'amont à l'aval, en passant par le transport, le raffinage, la distribution, la pétrochimie et bien d'autres industries, activités et services qui y sont associés. Elles sont même devenues, surtout dans les pays en développement, comme le Liban, la véritable colonne vertébrale de l'économie nationale. [...] Ainsi, et aussi étrange que cela puisse paraître, le Liban est aujourd'hui le seul pays arabe, et l'un des rarissimes au monde, à ne pas disposer d'une société pétrolière nationale. Chose qu'il aurait dû faire dès les premières années de l'indépendance. [...]

¹ Sociétés pétrolières originaires d'Arabie Saoudite, des Emirats Arabes Unis, d'Iran, d'Algérie, d'Italie, de France, de Norvège, d'Autriche et de Libye

Questions :

- 1) Quelles sont les caractéristiques des ressources pétrolières libanaises ?
- 2) Montrez que l'exploitation des ressources pétrolières au Liban pose des problèmes techniques.
- 3) Quelles « raisons externes » expliquent la difficulté du Liban à exploiter son pétrole ?
- 4) Relevez les « facteurs internes » au Liban qui freinent l'exploitation pétrolière.
- 5) Montrez que l'exploitation pétrolière est un enjeu majeur, pour le Liban comme pour le reste du Moyen-Orient.

Exercice n°2 / sujet d'étude : L'Amérique latine.

Document 1 : Extrait d'une note secrète de la CIA sur Cuba, Washington, 17 février 1961.

Il y a environ un an, l'Agence (CIA) a été amenée à organiser une large opposition au régime de Castro [...] et à entraîner des forces paramilitaires terrestres et aériennes avec lesquelles cette opposition pourrait renverser le régime cubain. [...]

La position de Castro devient chaque jour plus forte et sera bientôt consolidée au point que son renversement ne deviendra possible que par des moyens extrêmes, non souhaitables politiquement, tels qu'un embargo complet ou l'usage de la force. [...] Quel que soit l'embarras que le prétendu soutien – nous pourrions le démentir – des Etats-Unis pourra entraîner, il sera toujours moindre que ce qui résulterait du maintien en place du régime cubain.

Document 2 : Discours du président des Etats-Unis Barack Obama à La Havane, Cuba, le 22 mars 2016. (Traduction Jean Crusol)

Comme tant de gens dans nos deux pays, au cours de ma vie, je n'ai connu que cette période d'isolement entre nous. La Révolution cubaine a eu lieu l'année où mon père est venu aux États-Unis en provenance du Kenya. L'invasion de la « baie des Cochons » a eu lieu l'année où je suis né. Et l'année suivante, en regardant nos deux pays, le monde entier retenait son souffle : l'humanité s'est approchée plus près que jamais de l'horreur de la guerre nucléaire. Au fil des décennies suivantes, nos gouvernements se sont installés dans une confrontation sans fin, à travers des conflits par tiers interposés. Dans un monde qui se transformait à maintes reprises, une chose demeurait constante, le conflit entre les États-Unis et Cuba. Je suis venu ici pour enterrer le dernier vestige de la Guerre froide dans les Amériques. Je suis venu ici pour tendre la main de l'amitié au peuple cubain.

Je veux être clair. Les différences entre nos gouvernements au cours de ces nombreuses années sont réelles et sont importantes. [...] Cuba a un système de parti unique ; les Etats-Unis sont une démocratie multipartite. Cuba a un modèle économique socialiste ; les Etats-Unis pratiquent l'économie de marché. Cuba a mis l'accent sur le rôle et les pouvoirs de l'État ; les Etats-Unis sont fondés sur les droits de l'individu.

Malgré ces différences, le 17 Décembre 2014, le président Castro et moi avons annoncé que les Etats-Unis et Cuba devraient entamer un processus de normalisation des relations entre nos pays. [...] Pourquoi maintenant ? La réponse est simple : ce que faisaient les États-Unis ne fonctionnait pas. Nous devons avoir le courage de reconnaître la vérité. Une politique d'isolement conçu à l'époque de la Guerre froide n'a guère de sens au XXI^e siècle. L'embargo n'a fait du tort qu'au peuple cubain au lieu de l'aider. [...] En tant que président des États-Unis, j'ai demandé à notre Congrès de lever l'embargo. C'est un fardeau obsolète pour le peuple cubain. C'est un fardeau pour les Américains qui veulent travailler et faire des affaires ou investir ici à Cuba. Il est temps de lever l'embargo. [...]

L'histoire des États-Unis et de Cuba a connu la révolution et le conflit ; la lutte et le sacrifice ; la rétribution et, maintenant, la réconciliation. Il est temps, maintenant, pour nous de laisser derrière le passé.

Questions :

- 1) Relevez dans le document 1 un élément caractérisant l'état des relations entre Cuba et les Etats-Unis en 1961.
- 2) Quelles raisons expliquent l'opposition des Etats-Unis au régime cubain d'après Barack Obama ? (Document 2)
- 3) Indiquez une mesure envisagée par les Etats-Unis contre Cuba en 1961 qui a été mise en œuvre. (Documents 1 et 2)
- 4) Quels éléments montrent une évolution dans les relations entre les Etats-Unis et Cuba durant la présidence de Barack Obama ? (Document 2)
- 5) Dans quelle mesure la relation entre les Etats-Unis et Cuba reflète-t-elle la domination traditionnelle des Etats-Unis en Amérique latine et sa remise en cause ? (Documents 1 et 2)

Exercice n°3 / Sujet d'étude : Les engagements militaires et humanitaires de la France et des Français dans le monde.

Document : L'opération Barkhane présentée par le ministère des Armées.

Source : Dossier de presse « Opération Barkhane », defense.gouv.fr, 19 mai 2017.

L'opération *Serval* s'est achevée le 31 juillet 2014. Déclenchée le 11 janvier 2013 à la demande du gouvernement malien, cette intervention militaire a permis de stopper l'offensive djihadiste qui menaçait Bamako¹, de mettre fin à l'organisation industrielle du terrorisme qui s'était développée dans le désert du Nord Mali et de transférer la mission de stabilisation du Mali aux partenaires maliens ainsi qu'aux forces de l'ONU (MINUSMA).

Le caractère transfrontalier de la menace terroriste, notamment lié à la nature désertique de la zone sahélienne², requiert une approche régionale pour traiter les ramifications de l'organisation terroriste et contrer des mouvements transfrontaliers dans la bande sahélo-saharienne. Cette approche doit permettre :

- d'appuyer les forces armées des pays partenaires ;
- de renforcer la coordination des moyens militaires internationaux ;
- d'empêcher la reconstitution de zones refuges terroristes dans la région.

C'est dans cet esprit que l'opération *Barkhane* a été lancée le 1^{er} août 2014. [...] L'objectif de la stratégie sahélo-saharienne de la France, dont *Barkhane* porte le volet militaire, est de permettre aux États partenaires d'acquérir la capacité d'assurer leur sécurité de façon autonome. Dans le contexte actuel, l'effort de *Barkhane* porte sur l'accompagnement des forces partenaires, l'appui des forces internationales et la lutte directe contre la menace terroriste. La force *Barkhane* a la capacité de mener en permanence et de façon simultanée, des opérations dans toute sa zone d'action, qui s'étend sur les cinq pays du G5 Sahel [Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad]. Les militaires français alternent les opérations planifiées, préparées de longue date avec les armées partenaires, et les opérations d'opportunité, conduites de façon plus réactive sur la base de renseignements d'intérêt immédiat.

Afin de participer à la stabilisation de cette zone, *Barkhane* poursuit la lutte contre les groupes armés terroristes (GAT), en leur interdisant la possibilité de reconstituer des zones refuges, en asséchant leurs flux logistiques et en aidant les forces partenaires à faire face aux défis sécuritaires. Les opérations visent à réduire la liberté d'action des terroristes et à les priver de leurs moyens de combat, par le démantèlement de leurs caches d'armement, de munitions, d'explosifs et de moyens de communication. La force mène des actions dans les zones de transit pour tarir les flux logistiques des GAT et leur interdire tout ravitaillement.

Barkhane agit systématiquement au bénéfice de la population locale. Lors de chaque opération, en particulier avec les forces partenaires, les aides médicales gratuites proposées constituent des réelles occasions d'agir directement pour la population. Elles favorisent alors le dialogue et l'acceptation de la force par la population et contribuent indirectement à l'efficacité des opérations destinées à contribuer au retour de la sécurité. *Barkhane* agit en conduisant ou en soutenant des projets qui touchent directement les populations : accès à l'eau, à l'énergie, à la santé ou à l'éducation. En étroite liaison avec l'Agence Française de Développement (AFD), *Barkhane* a participé à plus de 90 projets parmi lesquels la réalisation du barrage d'Etambar et de la centrale électrique de Kidal en 2016.

¹ Bamako : capitale du Mali, Etat d'Afrique de l'Ouest.

² Sahel : espace situé à la limite sud du Sahara.

Questions :

- 1) Pourquoi la France a-t-elle prolongé l'opération Serval par l'opération Barkhane ?
- 2) Quels types d'opérations militaires sont menés par les forces françaises dans le cadre de l'opération Barkhane ?
- 3) Montrez que les missions des forces françaises sont variées et dépassent le cadre de l'action militaire.
- 4) Relevez des éléments du document montrant que les engagements de la France s'inscrivent dans un cadre international.

Exercice n°4 / sujet d'étude : Les Français dans le monde : de nouvelles mobilités.

Document 1 : À l'étranger, des expatriés français plus nombreux et plus aventureux.

Source : Maryline Baumard, *Le Monde*, 12 février 2015.

En 2014, 1,68 million de Français vivaient officiellement hors des frontières nationales, soit 2,3 % de plus qu'en 2013. [...] « *Cette hausse est conforme aux précédentes. Entre 2012 et 2013, nous avons connu une augmentation de 2 % du nombre de Français installés à l'étranger et inscrits dans les consulats. Si l'on remonte plus loin, nous avons déjà connu des années à 3 %* », rappelle Christophe Bouchard, directeur au Quai d'Orsay des Français de l'étranger. Pour avoir été en poste sur tous les continents, M. Bouchard connaît les expatriés autrement que par les statistiques. Depuis les différentes ambassades où il a travaillé, il a pu observer un glissement entre le classique expatrié et un nouveau profil plus aventurier, venu développer un projet dans des zones au dynamisme économique fort. Ainsi, les Emirats Arabes Unis illustrent ces pays qui connaissent une jonction de deux populations différentes. La communauté des 19 324 Français qui y est installée se partage entre « *une partie importante d'expatriés au sens classique du terme, c'est-à-dire de personnes travaillant pour une entreprise française, envoyées là-bas quelque temps ; et un nombre important de Français venus tenter leur chance par eux-mêmes* ». Dans cette zone qui a connu entre 2013 et 2014 une hausse de 11 % du nombre de Français [inscrits dans les consulats], « *on croise beaucoup de cadres travaillant dans les services, le tourisme ou dans le bâtiment. Parfois aussi des artisans font le déménagement depuis la France* », rappelle M. Bouchard. [...]

En dépit du faible taux d'augmentation globale des départs de France, trois groupes de pays connaissent une hausse des installations, de l'ordre de 5 % ou plus : l'Afrique du Nord, l'Amérique du Nord et l'Asie-Océanie. L'Australie est un des pays phare de ce dernier groupe avec une hausse de 9 % des [inscriptions] de Français en 2014. Avec 22 539 ressortissants enregistrés, l'île-continent se place 18^e pays d'accueil. Si l'on veut approcher le nombre réel de Français installés en Australie, il faut multiplier par trois les personnes inscrites, car là comme ailleurs, l'inscription au consulat est facultative. [...]

En Chine, l'inscription est assez courante. Et contre toute attente, ce pays ne figure pas dans la liste des pays qui attirent le plus aujourd'hui. Entre 2013 et 2014, son solde migratoire de population française est même nul. Une rupture alors que le pays plaisait beaucoup depuis dix ou quinze ans. « *Des arrivées importantes de Français ont accompagné les implantations d'entreprises françaises ; mais il semblerait qu'aujourd'hui ces entreprises fassent plus appel à des locaux. S'ajoutent deux autres facteurs : d'une part une modification de la loi sur les stagiaires et les VIE [volontariat international en entreprise], et d'autre part, la récurrence du problème de pollution* », rappelle le diplomate. Selon les enquêtes menées par les autorités françaises auprès des ressortissants vivant à Pékin, la pollution qui touche régulièrement la ville limite l'envie de s'installer là-bas.

La moitié des expatriés restent malgré tout installés en Europe. [...]

Document 2 : Les vingt-cinq destinations les plus prisées des Français expatriés.

Source : Chiffres du registre des Français établis hors de France 2015-2016, data.gouv.fr.

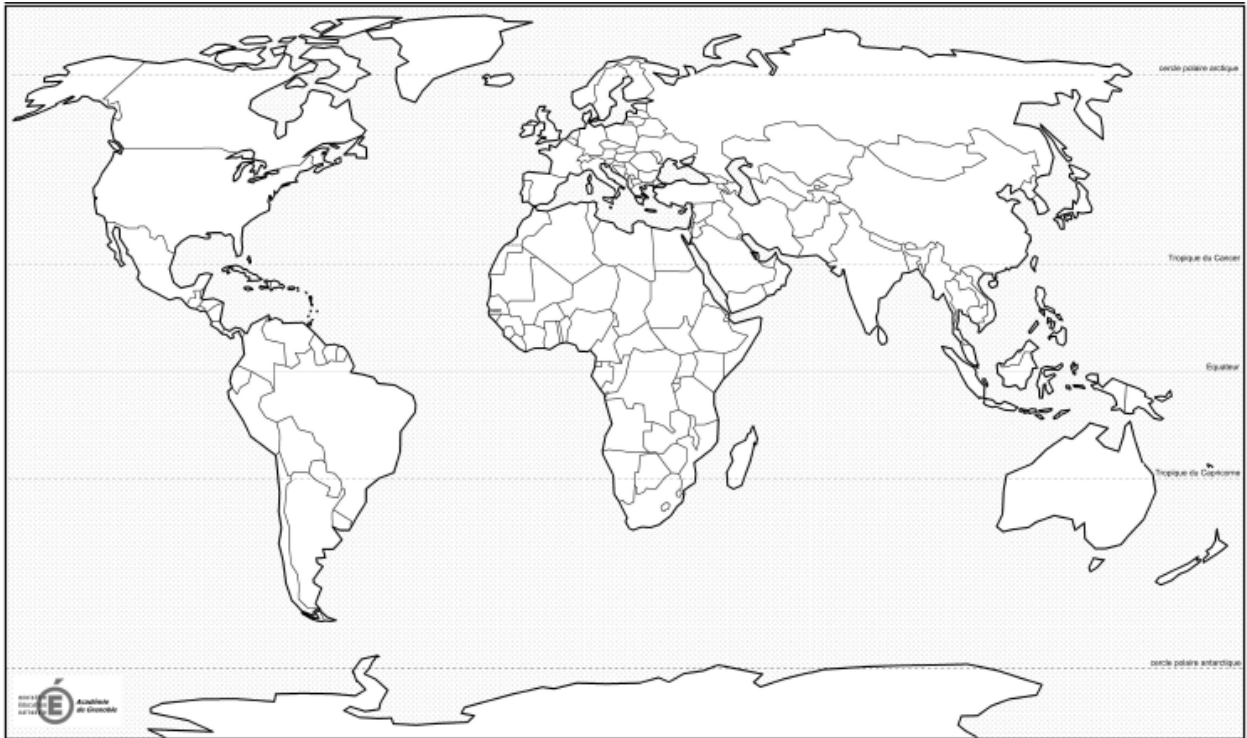
Rang	État	2015	2016	Évolution 2015/2016
1	SUISSE	175 700	179 597	2,22%
2	ETATS-UNIS	141 942	157 849	11,21%
3	ROYAUME-UNI	127 837	140 224	9,69%
4	BELGIQUE	120 724	124 978	3,52%
5	ALLEMAGNE	114 020	118 331	3,78%
6	CANADA	92 116	101 541	10,23%
7	ESPAGNE	86 016	84 730	-1,50%
8	MAROC	51 109	52 728	3,17%
9	ISRAEL	50 451	50 640	0,37%
10	ITALIE	44 835	44 112	-1,61%
11	ALGERIE	38 325	40 717	6,24%
12	LUXEMBOURG	33 362	34 839	4,43%
13	CHINE	31 296	31 252	-0,14%
14	PAYS-BAS	24 001	25 685	7,02%
15	AUSTRALIE	24 284	25 267	4,05%
16	LIBAN	22 121	23 046	4,18%
17	EMIRATS ARABES UNIS	20 638	22 502	9,03%
18	TUNISIE	21 932	22 438	2,31%
19	BRESIL	21 670	20 944	-3,35%
20	ISRAEL/TER. PALESTINIENS	21 964	20 496	-6,68%
21	SENEGAL	20 252	20 299	0,23%
22	MEXIQUE	18 537	18 235	-1,63%
23	MADAGASCAR	18 299	18 012	-1,57%
24	COTE D'IVOIRE	16 429	17 034	3,68%
25	PORTUGAL	15 284	16 488	7,88%
TOTAL		1 353 144	1 411 984	

Questions :

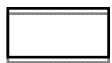
- 1) Pour quelles raisons les Français s'expatrient-ils d'après le document 1 ?
- 2) Quels facteurs peuvent limiter leur installation à l'étranger ? (Document 1)
- 3) Montrez que l'Amérique du Nord est une région qui connaît une forte hausse des installations de Français. (Documents 1 et 2)
- 4) Expliquez la phrase soulignée dans le document 1 grâce au document 2.

Annexe (à rendre avec la copie)

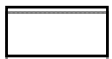
Mondialisation et firmes transnationales



Légende :



Un pays concentrant de nombreux sièges sociaux de FTN



Un pays accueillant de nombreuses usines travaillant pour les FTN

Nom de famille :

(Suivi, s'il y a lieu, du nom d'usage)

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--



Prénom(s) :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

**Numéro
Inscription :**

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Né(e) le :

								/											
--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

(Le numéro est celui qui figure sur la convocation ou la feuille d'émargement)